

# RAPPORT D'ACTIVITE 2023



SERVICE DES MANDATS JUDICIAIRES



# Le PRISM

.Le PRISM (Pôle de Réparation pénale, d'Investigation, de Soutien éducatif et de Médiation) est un pôle socio-éducatif regroupant différents services de milieu ouvert, indépendants les uns des autres, œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance, de la délinquance des mineurs, du soutien aux familles et de l'aide aux victimes et des personnes majeures sous-main de Justice.

Toutes les mesures du PRISM mises en œuvre sont, pour la plupart, ordonnées par des magistrats (Parquet, juge des enfants, juge aux affaires familiales, juge d'instruction, juge des tutelles, Cour d'Appel), d'autres notifiées par le Président du Conseil Départemental. Dans le service d'aide aux victimes et celui de la médiation familiale, les personnes viennent à leur propre initiative.

le PRISM met aussi à disposition des professionnels au sein de la Gendarmerie de la Vienne et des commissariat de Poitiers et Châtelleraut



[prism@adsea86.fr](mailto:prism@adsea86.fr)

# Sommaire

1

**APERÇU DU  
FONCTIONNEMENT**

2

**ORGANIGRAMME**

3

**LES CONTRÔLES JUDICIAIRES**

4

**LES ENQUÊTES SOCIALES  
RAPIDES**

5

**LES ENQUÊTES DE  
PERSONNALITÉ**

6

**LES MÉDIATIONS PÉNALES**

7

**LES STAGES DE  
SENSIBILISATION**

8

**LES ÉVÈNEMENTS  
MARQUANTS DE 2023**

9

**PERSPECTIVES**

# 1

## SMJ- Aperçu du fonctionnement



Le service des mandats judiciaires intervient dans le cadre de différentes mesures, principalement pré-sententielle et en lien avec une procédure pénale en cours :

- L'enquête de personnalité
- Le Contrôle Socio-Judiciaire Educatif
- L'Enquête sociale rapide

Il intervient aussi dans le cadre des mesures alternatives aux poursuites, à travers la médiation pénale, ainsi que dans le parcours d'exécution des peines à travers la mise en place de différents stages de sensibilisation à destination de personnes condamnées.

Le CPCA, dont le PRISM est l'antenne locale depuis 2021 est aussi rattaché à ce service au regard du public et du contentieux.

Pour l'ensemble des mesures, nous intervenons suite à une saisine d'un magistrat : il peut s'agir d'un juge d'instruction, d'un membre du parquet, d'un Juge des Libertés et de la Détention ou encore d'un délégué du procureur

Chaque mission, excepté le Centre de prise en charge des auteurs de violences (subventions) est financé sur frais de Justice.



Comme pour toutes les autres activités du PRISM, se fédérer est apparu très rapidement comme une nécessité et une richesse pour tisser des liens avec le réseau associatif national.

C'est ainsi que nous avons renforcé notre adhésion à **Citoyens et Justice** pour ce qui concerne le Service des Mandats Judiciaires. Afin d'alimenter, de renforcer notre partenariat régional, partager nos expériences et s'informer des futures orientations législatives.

Nous participons une fois par trimestre à la journée Nouvelle Aquitaine regroupant un responsable de chaque association présente sur ce territoire ainsi qu'à la commission citoyens et justice sur le champs pré-sententiel.

# 2

## Organigramme



# 3

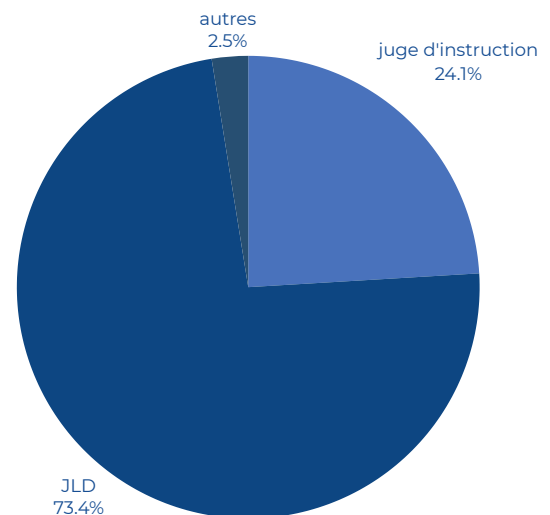
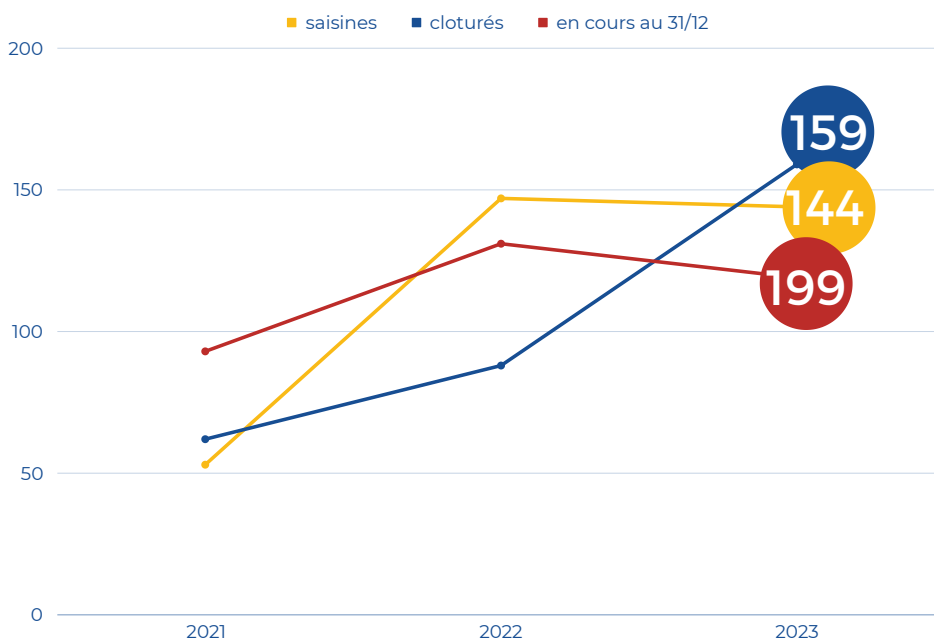
## Les contrôles judiciaires socio éducatifs

### LES OBJECTIFS :

- éviter la détention provisoire
- mettre en place un accompagnement qui incite la personne à être actrice du changement
- favoriser le maintien des liens familiaux, d'insertion ou de réinsertion
- favoriser l'individualisation des peines en apportant au TJ des éléments sur la situation
- Veiller au respect des interdictions et obligations

299

NOMBRE DE PERSONNES PLACÉES SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRES ET PASSÉES PAR NOTRE SERVICE



Le nombre de contrôle judiciaire est stable : **147 en 2022 contre 144 en 2023.**

La durée moyenne d'un contrôle judiciaire se situe entre **3 à 6 mois**. Le nombre de contrôle judiciaire dans ce cas de figure est en augmentation (**70 en 2023 contre 28 en 2022**).

Les contrôles judiciaires dit "courts" (moins de 3 mois) sont au nombre de **39 contre 46 l'an passé**. Le nombre de contrôle judiciaire long (de plus de 3 ans) reste inchangé (13), là où celui des CJ entre 1 et 3 ans passe de 25 à 18, ce qui indique que les personnes ont été jugées au cours de l'année 2023 (tribunal correctionnel, assise ou cour criminelle).

On constate que nous avons donc disposé de temps supplémentaire pour accompagner les personnes et cela est à mettre en lien avec les délais d'audience au sein du TJ

Les ordonnances de CJ émanent principalement des juges des libertés et de la détention et représentent **119 Contrôles Judiciaires**.

# 3

## Les contrôles judiciaires socio éducatifs

### CHIFFRES CLEFS

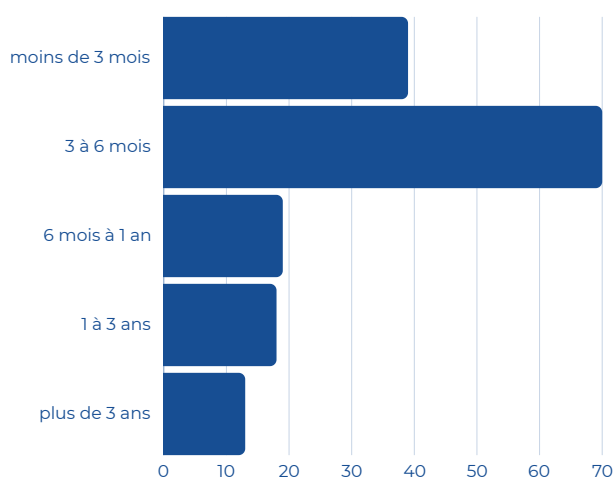
Les **violences conjugales** reste le contentieux le plus représenté soit **88%** des mesures (**58% en 2022**). Ce pourcentage témoigne de la poursuite de la politique pénale menée contre cette infraction. A cet effet le parquet s'est doté en fin d'année 2023 d'un pole VIF (violence intra familiale) afin de centraliser toutes les données de les croiser et ainsi d'éviter ainsi de la déperdition d'information

Le service des mandats a continué de développer ses **liens partenariaux** avec France victimes en systématisant les prises de contact victimes pour les mis en cause ayant une interdiction de contact. A l'usage cette pratique fait émerger des questionnements autour de la nature des informations échangées et un webinaire commun aux 2 services sur cette thématique est prévu en 2024.

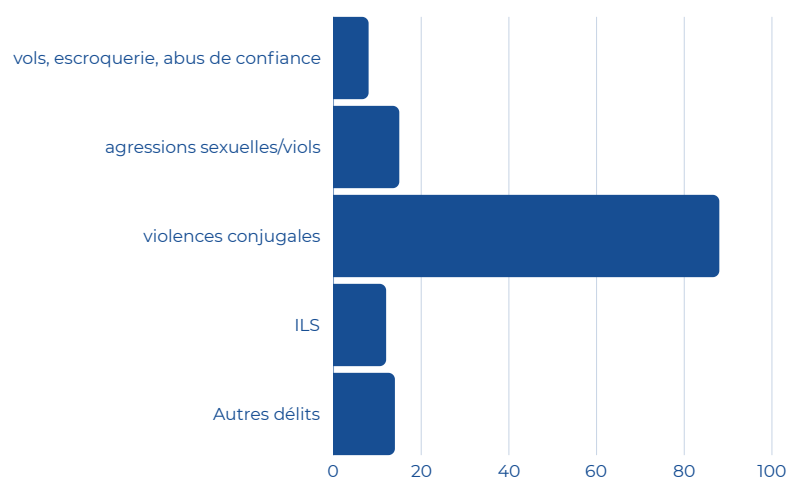
es personnes sous controle judiciaire sont à **88% des hommes agés de 18 à 39 ans (68%)**. Outre le rapport aux faits et le positionnement face à l'audience à venir l'age des mise en cause implique un travail important en lien avec leur insertion socio professionnelle.

Afin de doter les professionnels de **nouveaux outils** nous sommes devenus prescripteurscesu via des plateformes numériques , SIAO ( hébergement) et plateforme d'inclusion (chantier d'insertion). Ce qui permet de concrétiser des démarches avec la personne. Un repérage des dispositifs favorisant les démarches numériques ainsi que le transport des personnes a amélioré l'orientation et l'accès vers l'autonomie des mis en causes.

DURÉE DES CJ



TYPE D'INFRACTION



# 4

## Les enquêtes sociales rapides

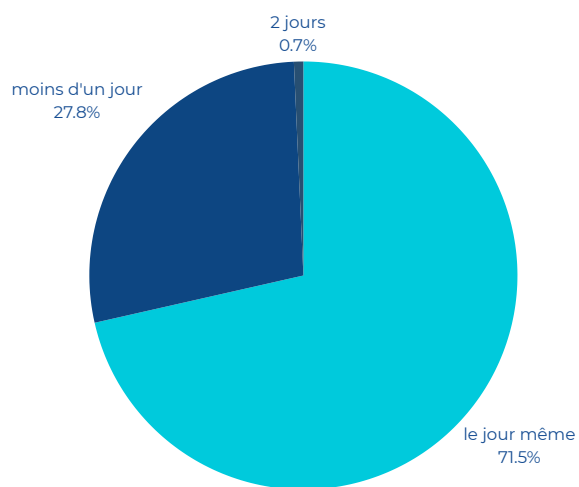
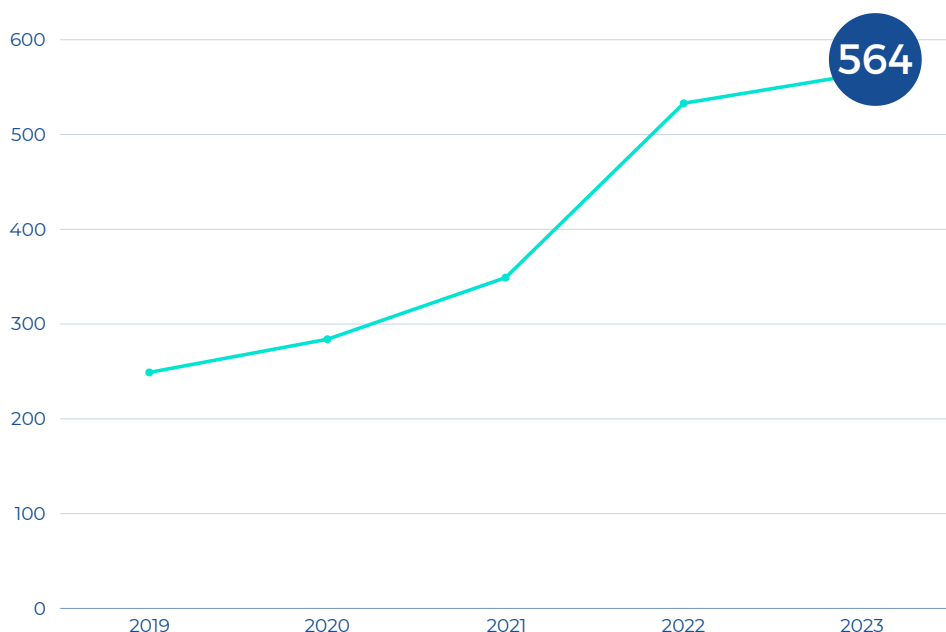
### LES OBJECTIFS :

L'enquête sociale rapide intervient à la demande du Procureur. Il s'agit, en l'espace d'un unique entretien, d'avoir une photographie de la situation sociale d'une personne elle peut se réaliser dans le cadre de la permanence d'orientation pénale :

- Informer le magistrat sur la situation familiale, sociale et professionnelle de la personne mise en cause
- Proposer toute mesure visant à maintenir ou favoriser l'inscription dans la société du mis en cause
- Renseigner le magistrat sur la faisabilité des différents aménagements de peine pour éviter la détention ( détention à domicile, TIG , soins , Obligations , amendes, sursis probatoire.) des sanctions adaptées à la situation sociale de la personne

+127%

POURCENTAGE D'ÉVOLUTION  
ENTRE 2019 ET 2023



Le nombre d'ESR continue d'augmenter après la forte hausse survenue en 2022, désormais **plus de 500** enquêtes sociales sont faites dans l'année. Elles s'effectuent principalement le jour même ( **71%**) en présentiel dans les geôles du palais de justice et au sein du commissariat de POITIERS ou par téléphone pour toutes les autres communes du département. En fin d'année 2023 l'accès aux gardés à vue au sein du commissariat de Poitiers est devenu plus difficile du fait notamment de manque de disponibilité des salons d'entretien. Des échanges sont en cours entre le PRISM , le commissariat et le tribunal afin de trouver un nouveau mode opératoire.

Un nouveau protocole a été signé le 13 juin dernier entre le tribunal et l'ADSEA86 représenté par son administratrice référente

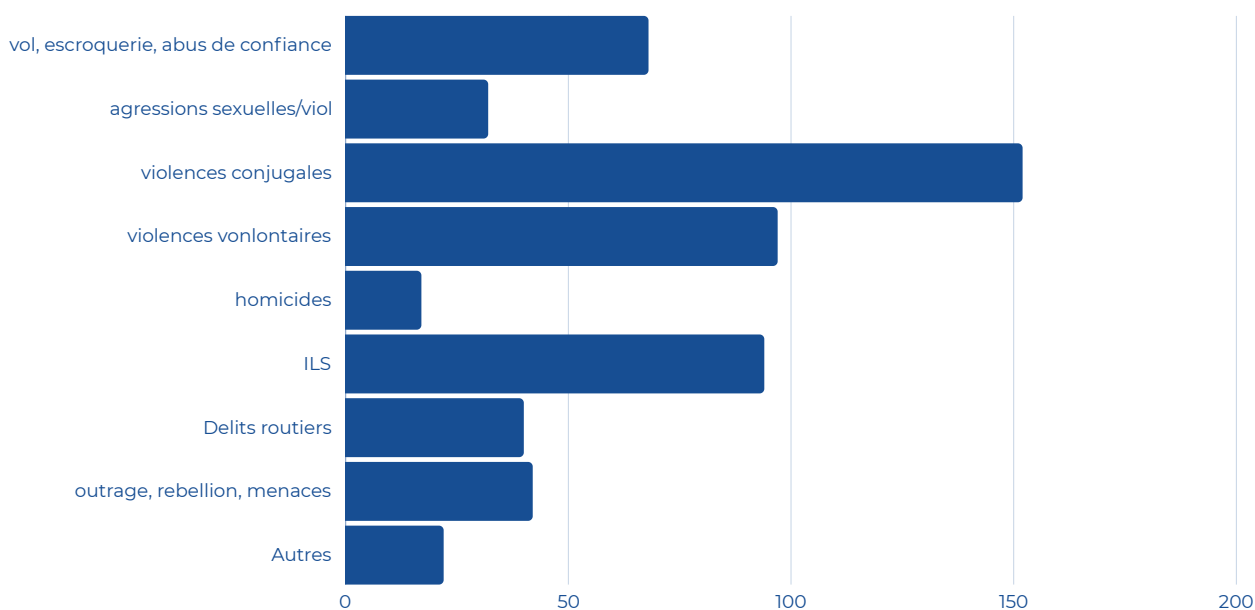


# 4

## Les enquêtes sociales rapides

### LE PROFIL :

Les personnes rencontrées sont à **94% des hommes agés pour 68% de 18 à 39 ans**. **152 enquêtes** concernent des faits de violences conjugales, 97 des violences volontaires, 68 des faits de vol et 82 du trafic ou de l'usage de stupéfiants. Sur 564 ESR, 216 concernent des personnes habitent Poitiers, 130 des personnes habitant Chatellerault.



Les **violences conjugales** nécessitent pour chaque personne rencontrée de poser la question de l'éviction du domicile puisque des interdictions de contact et de paraître entre auteurs et victimes sont fréquemment prononcées.

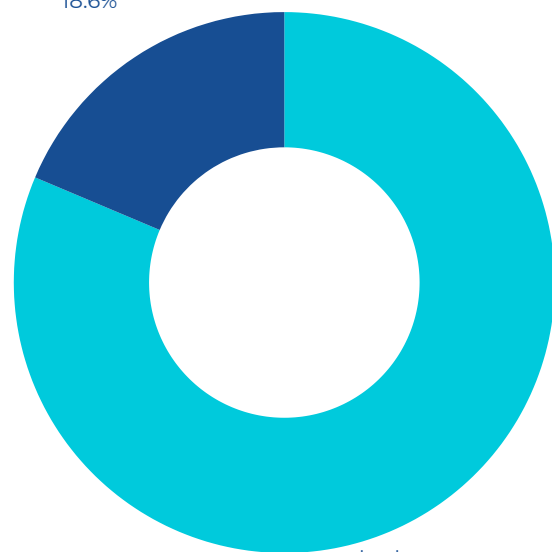
Les travailleurs sociaux vont prendre attache avec les personnes désignées par l'auteur pour les héberger afin de vérifier la faisabilité de l'organisation.

Lorsqu'aucune solution n'est envisageable et que le mis en cause accepte, une fiche navette vers le dispositif "hébergement auteur" porté par AUDACIA, est réalisée.

**81,4% des 152 ESR pour violences conjugales** ont été orientées vers AUDACIA. **18,6% des demandes ont fait l'objet d'un hébergement.**

Ce delta s'explique par le peu de places disponibles (4) et la durée des accueils qui génèrent peu de turn over. AUDACIA est un partenaire privilégié du service des mandats judiciaires.

hébergement accepté  
18.6%



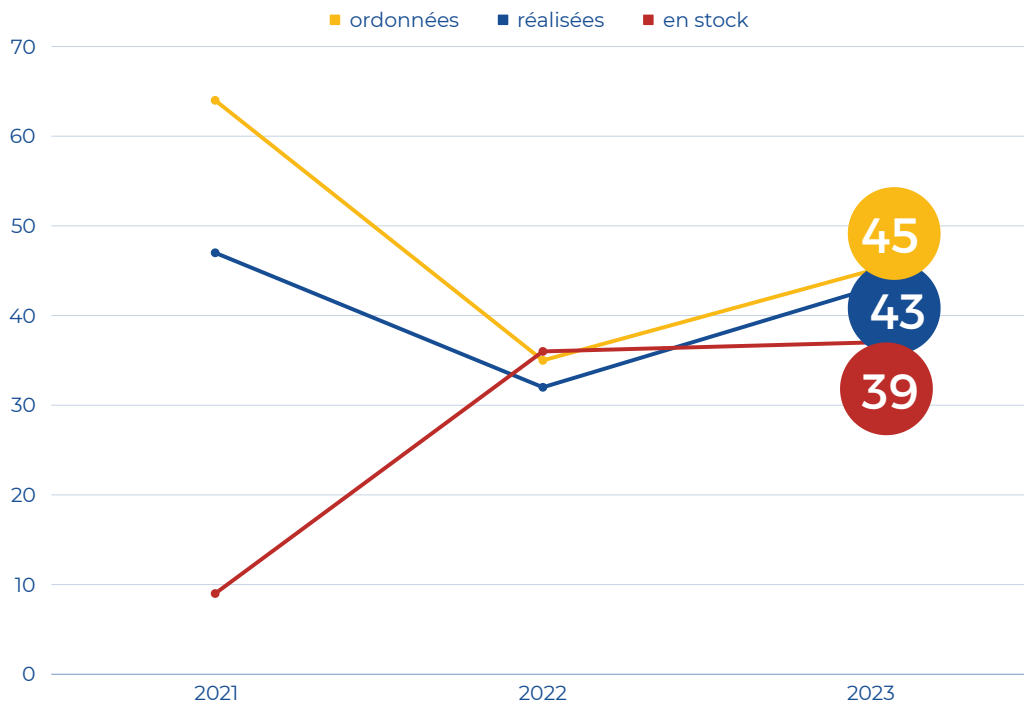
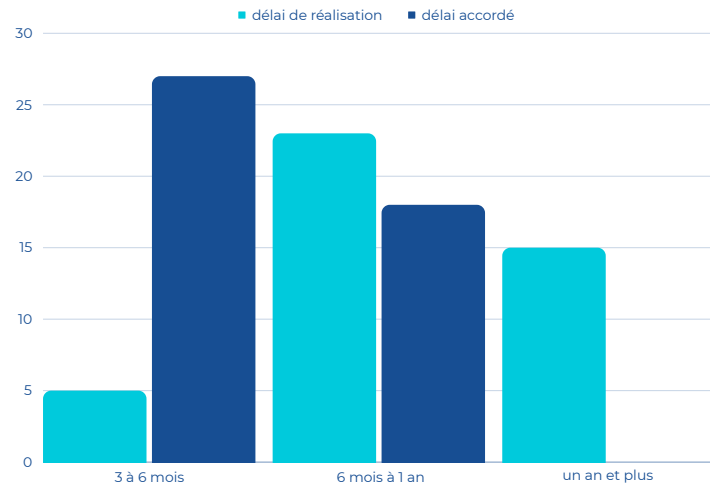
hébergement proposé  
81.4%

# 5

## Les enquêtes de personnalité

### LES OBJECTIFS :

- Formuler des hypothèses argumentées et affinées se rapportant à l'insertion sociale, familiale et professionnelle et/ou à la santé.
- Apporter des éléments sur la personnalité de l'intéressé
- Aider les magistrats dans leur prise de décision
- Favoriser l'individualisation de la peine



Nous constatons une augmentation de **28% du nombre d'EP ordonnées entre 2022 et 2023**. Le délai de réalisation des EP reste assez identique à l'année passé, situé entre 6 mois à un an. On notera un plus grand nombre d'enquêtes réalisées en 2023 soit **35% de plus** que l'an passé. Le travail commencé en 2022 sur la réduction du délai de réalisation de cette mission doit se poursuivre.

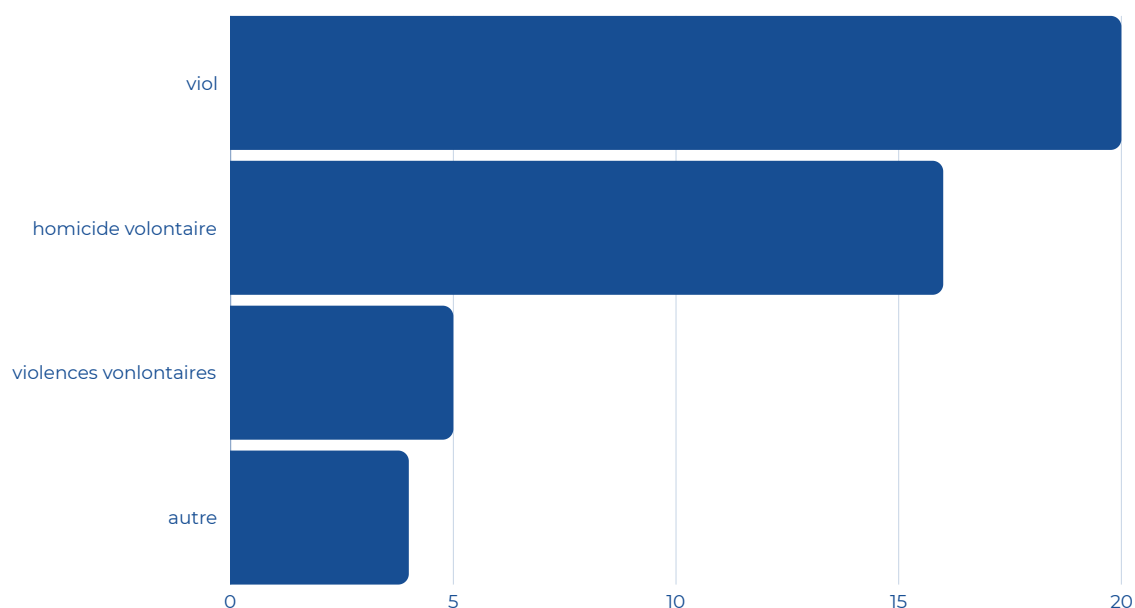
Les mises en causes concernés présentent pour bon nombre d'entre eux des situations précaires avec une grande difficulté à rassembler des éléments de leur vie favorisant les prises de contact (de l'entourage et institutionnelle) ce qui implique un travail de recherche conséquent pour le professionnel et augmente le temps consacré à la mission.

# 5

## les enquêtes de personnalité

### LE PROFIL :

Les mises en cause rencontrés sont majoritairement de sexe masculin ( 41 personnes sur 45 EP ordonnées) agés pour 24 d'entre eux de 18 à 39 ans. Les atteintes sexuelles concernent 44% des infractions .Les homicides volontaires représentent 36% des infractions contre 11,43 % en 2022 soit une augmentation de 211%.



### NOMBRE DE VICTIMES ET D'AUTEURS

Les EP victimes restent peu usitées par le juge d'instruction. Les professionnels qui les ont réalisées témoignent de la difficulté de rencontrer les parents d'une personne décédée, parfois quelques mois auparavant, afin qu'elle retrace la vie du défunt , alors que le travail de deuil n'est pas commencé.

# 6

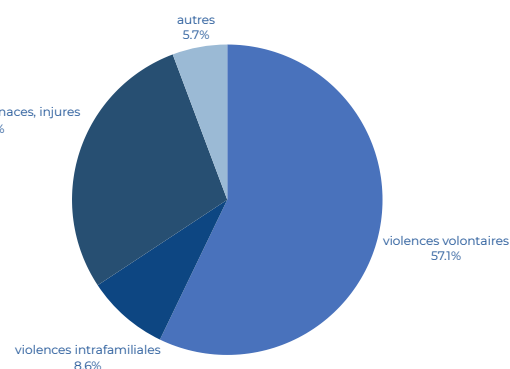
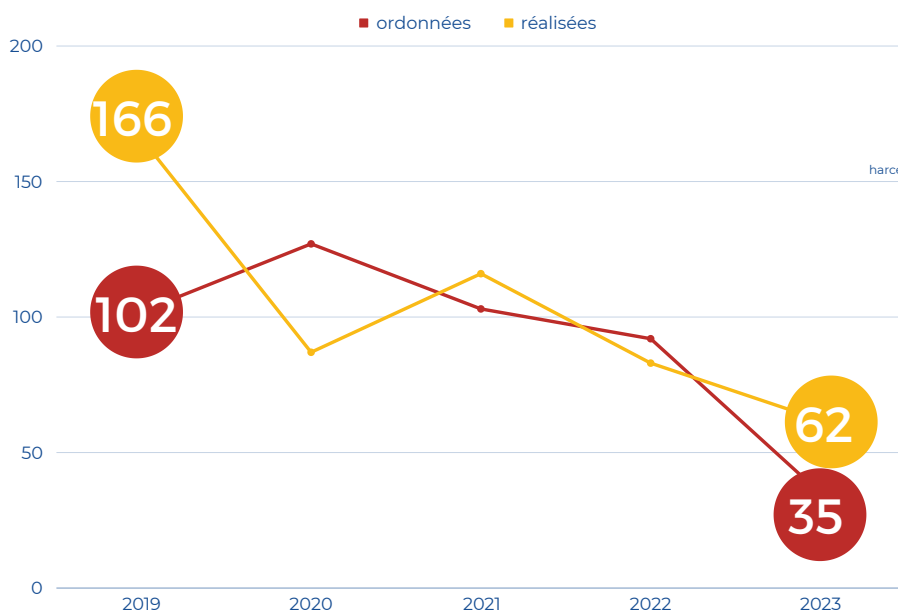
## la médiation pénale

### LES OBJECTIFS :

- Apaiser et régler le conflit, en partant du postulat que le conflit est nécessaire et naturel
- restaurer la communication et tendre à responsabiliser les parties à travers la recherche d'engagement concret et durable
- prévenir la réitération de l'infraction à travers la responsabilisation du mis en cause
- Permettre la réparation du préjudice de la victime (la réparation doit être équitable et réaliste)

34/35

NOMBRE DE DOSSIER ORIENTÉS  
PAR L'OMP



Nous constatons une baisse constante depuis 2019 des médiations pénales mais de façon plus significative entre **2022 (92) et 2023 (35)**. logiquement le nombre de médiations réalisées **en 2023 (62) est inférieur à celui de 2022 (83)**.

Sur les 62 médiations réalisées seules 4 ont fait l'objet d'un procès verbal d'accord. Pour 57 d'entre elles, les médiateurs ont réalisé un compte rendu d'entretien, c'est à dire que l'une des 2 parties, parfois les deux, ont pris attache avec le professionnel ou seul une des parties se présente au rendez-vous. A cette occasion un point de la situation est effectué ce qui permet d'évaluer la persistance du conflit et les risques de réitération de passage à l'acte. Une seule carence est à noter.

# 7

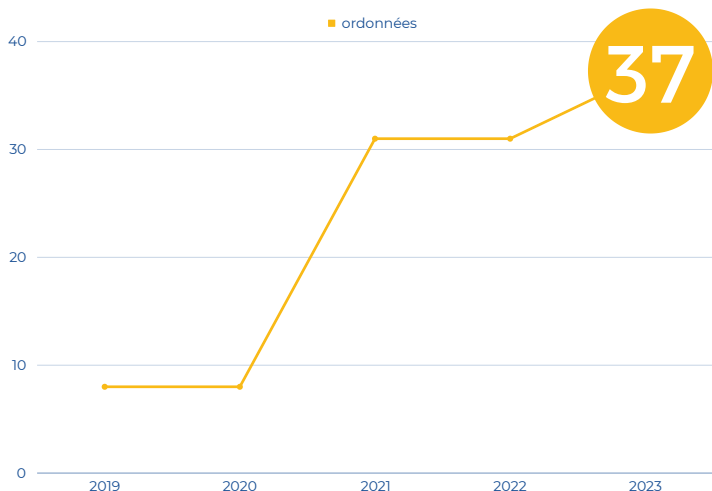
## Les stages de responsabilité parentale

### LES OBJECTIFS :

- -Rappeler aux parents les obligations juridiques, économiques, sociales et morales qu'implique l'éducation d'un enfant
- Prévenir la délinquance des mineurs en responsabilisant les parents concernant les comportements délinquants de leur(s) enfant(s)
- Amener les parents à réfléchir sur leur parentalité et l'éducation qu'ils prodiguent
- Lutter contre les carences familiales graves, qui peuvent entraîner des mineurs dans la délinquance
- Soutenir les parents dans leur rôle d'éducateurs
- Proposer d'éventuelles orientations selon leurs besoins

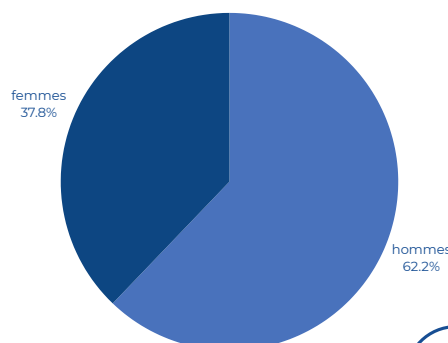
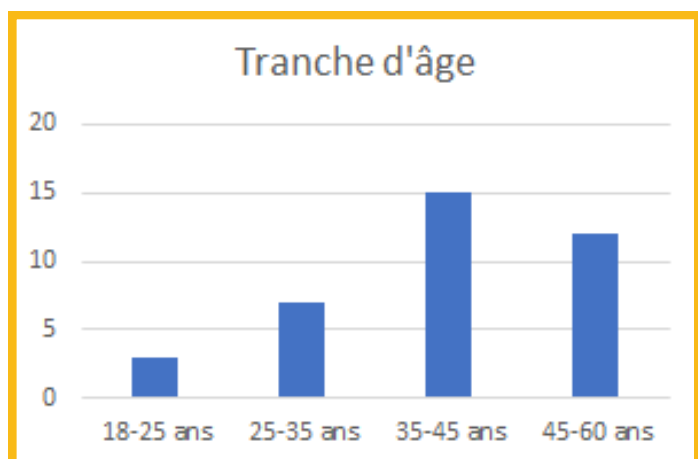
# 4

NOMBRE DE STAGES RÉALISÉS EN 2023



**4 stages** ont été réalisés au cours de l'année 2023. Il s'agit du nombre le plus important de stages réalisés depuis que le PRISM les a mis en place. Au total **37 orientations** ont eu lieu, majoritairement des hommes (**62%**). On constate qu'il s'agit principalement de violences à l'encontre des mineurs, même si nous pouvons trouver d'autres infractions comme la non représentation d'enfant. **62%** des orientations proviennent des délégués du procureur dans le cadre de **compositions pénales**, tandis que l'autre partie relève des ordonnances pénale.

Avec le volume plus important de stage, 2023 a aussi été l'occasion de retravailler les stages, un nouveau binôme s'est formé, ainsi que la participation d'une nouvelle intervenante (psychologue) extérieur



# 7

## Les stages à destination des auteurs de violences conjugales

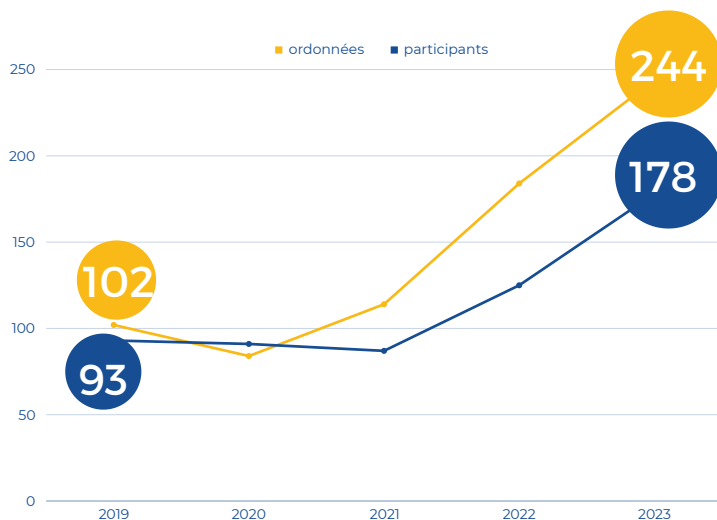
### LES OBJECTIFS :

ce stage est une mesure préventive qui a pour finalité :

- La compréhension des origines et mécanismes de la violence et du passage à l'acte en vue d'initier un changement,
- La prise de conscience, par l'auteur des faits, des conséquences judiciaires de son acte tant sur le plan pénal que civil
- La reconnaissance de l'autre, victime ou témoin
- La prise de conscience, par l'auteur des faits, des conséquences familiales de l'acte commis
- La prise de conscience, par l'auteur des faits, des conséquences sociétales de son acte

# 18

NOMBRE DE STAGES RÉALISÉS EN 2023



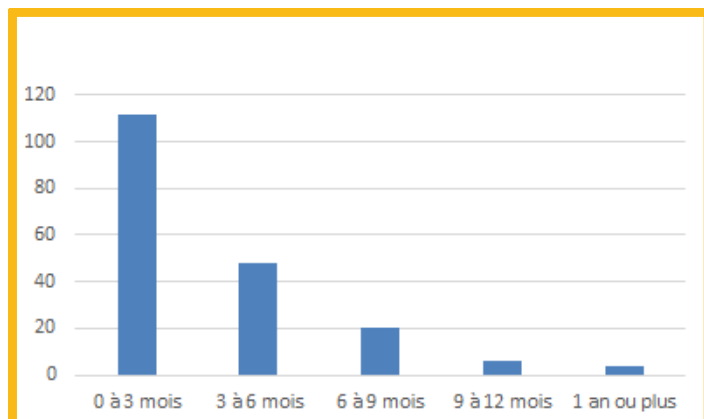
**18 stages** ont été réalisés au cours de l'année 2023, soit 6 de plus que les années précédentes. Il s'agit du nombre le plus important de stages réalisés depuis que le PRISM les a mis en place.

Au total **244 orientations** ont eu lieu, majoritairement des hommes (**88%**) dans le cadre de **compositions pénales (77%)**.

Le nombre de saisines en l'espace de 2 ans a augmenté de **114%**.

Parmi les 18 stages mis en place, 2 ont été entièrement dédiés à un public féminin. Nous avons choisi il y a plusieurs années de réaliser des stages dédiés pour ce public, avec des problématiques différentes et des outils nécessairement différents. Le volume moins important des femmes engendre aussi des délais plus longs puisque nous mettons en place 1 stage tous les 6 mois pour ce public

### DÉLAI D'ATTENTE



# 7

## Les stages à destination des auteurs de violences conjugales

Le nombre de saisines en l'espace de 2 ans a augmenté de **114%** tandis que le nombre de stage est passé de **12 à 18** dans l'année, soit une hausse de 50%. par rapport à 2021. En 2024, le nombre de stage va de nouveau augmenter, puisque **24 stages sont prévus**. Nous envisageons de l'augmenter de nouveau sur le 2eme semestre.

La difficulté réside dans les **moyens, financiers et humains** alloués à la mission. En effet, si le stage s'inscrit désormais dans le cadre du centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales, un parcours défini avec le tribunal judiciaire de prise en charge existe avec notamment des entretiens à l'issue du stage et la participation d'une psychologue, ce qui engendre un parcours plus long (**moyenne de 4.3 mois**). A cela s'additionne le délai pour entrer sur le parcours qui est en **moyenne de 4 mois** et donc une fin de mesure au **8.3 mois**

Afin de diminuer le délai d'attente pour entrer sur le stage, nous avons d'ores et déjà, pris une posture plus intransigeante face au demande de report de stage ainsi qu'augmenté le nombre de stage.

Parmi les autres pistes de réflexions, nous étudions les options suivantes :

- d'augmenter de nouveau le nombre de stage,
- de réviser le cout du stage pour avoir davantage de moyens,
- de proposer plusieurs modalités de réalisation de stage, dont une qui serait plus intensive que l'autre
- d'augmenter le nombre de stagiaires par stage, ce qui pourrait avoir pour conséquence d'étaler davantage les entretiens post stage,

# 144

DOSSIERS EN STOCK AU 31.12.23

### DÉROULÉ DU STAGE

un module d'entretien individuel d'évaluation avec le travailleur social et/ou le psychologue



un module collectif de 2 jours consécutifs (jeudi et vendredi) avec la participation de 2 TS et d'une psychologue



un module d'entretien de débriefing avec la présence d'un travailleur social et/ou d'une psychologue



un module de 2 entretiens individuels d'accompagnement post stage avec un travailleur social

# 7

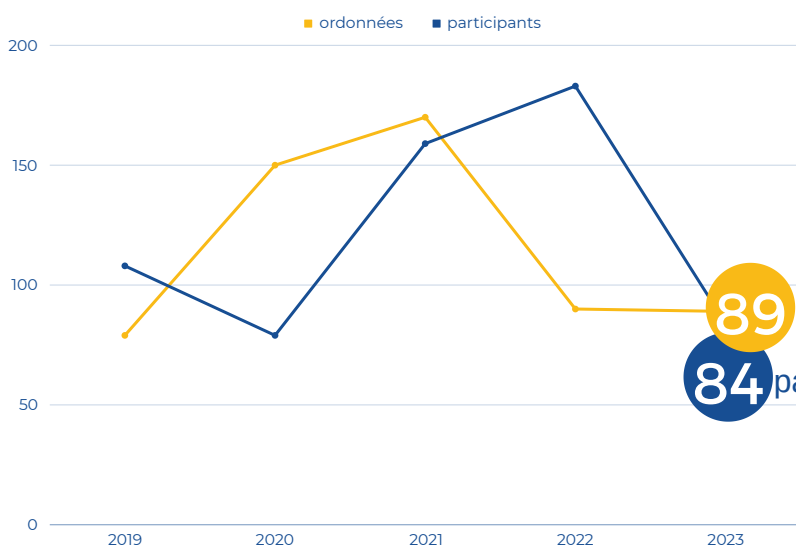
## Les stages de sensibilisation à l'usage de stupéfiants

### LES OBJECTIFS DU STAGE

- Rappeler aux usagers de produits stupéfiants les obligations juridiques, économiques, sociales et morales qu'implique l'éducation d'un enfant
- d'améliorer la réponse pénale faite aux auteurs majeurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants, en leur enjoignant d'accomplir un stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants ».
- Prévenir la délinquance en responsabilisant les consommateurs
- Proposer d'éventuelles orientations selon leurs besoins

### NOMBRE DE STAGE RÉALISÉS AU COURS DE L'ANNÉE

9

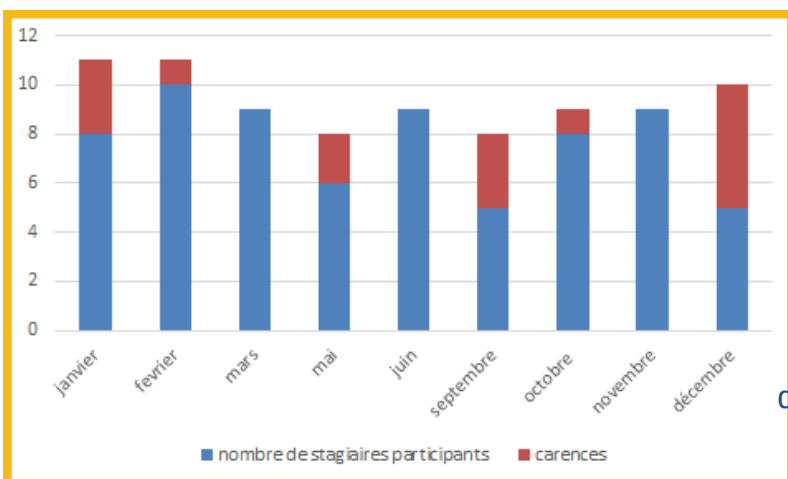


9 stages ont été réalisés au cours de l'année 2023. Au total **89 orientations** ont eu lieu, majoritairement **des hommes (91%) dans le cadre d'ordonnance pénale (57%)**, les autres orientations relevant des compositions pénales

Si une baisse est marquée dans le cadre des mesures ordonnées, il s'agit aussi de dire qu'en 2020 et 2021, le nombre de saisines était particulièrement important. Nous avons constaté la réception de nombreux dossiers orientés tardivement après les faits, parfois plusieurs années. De même, en 2022 le nombre de participants élevé était en lien avec le nombre de saisines nombreuses en 2021 et le stock en fin d'année particulièrement important aussi.

2023 a été donc l'année du retour à la normale, avec un taux de réactivité très élevée du service puisque les stagiaires sont positionnés sur un stage entre 2 et 4 mois après la saisine.

Enfin, notons que du fait de la réactivité à la fois dans les saisines et dans le traitement judiciaire, le taux de carence est plus faible qu'auparavant (16%)





# 7

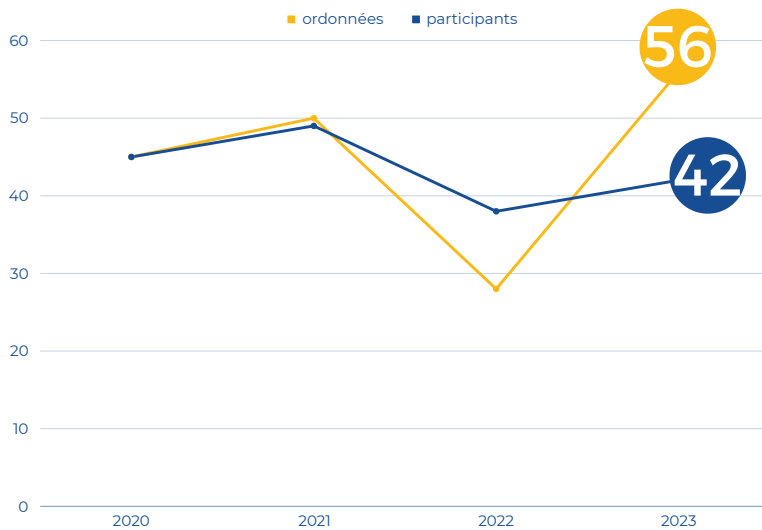
## Les stages citoyenneté

### LES OBJECTIFS DU STAGE

- La finalité du stage est de rappeler à l'auteur d'une infraction les valeurs républicaines de tolérance et de respect de la dignité humaine sur lesquelles est fondée la société
- Prévenir la délinquance en responsabilisant le citoyen
- La prise de conscience par l'auteur du risque pénal encouru (gravité particulière de l'acte, peines prévues par la loi, conséquence de la récidive).
- La prise de conscience par l'intéressé de la signification de son acte au regard des valeurs de la République

### NOMBRE DE STAGE RÉALISÉS AU COURS DE L'ANNÉE

5



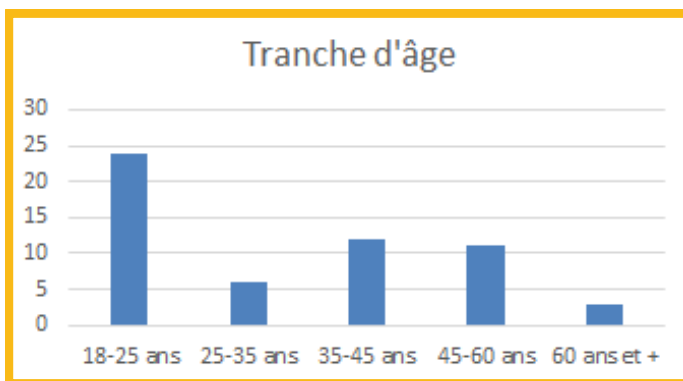
5 **stages** ont été réalisés au cours de l'année 2023. Au total **56 orientations** ont eu lieu, majoritairement **des hommes (76%) dans le cadre de compositions pénales (53%)**, ou de jugement du tribunal correctionnel (**47%**)

Si un regain de saisines est noté entre 2022 et 2023, il s'est déroulé principalement en fin d'année, ce qui explique que le nombre de stages et de participants stagne

Parmi les infractions rencontrées, on retrouve essentiellement les outrages, les menaces et violences sans ITT ou à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique ainsi que les rebellions.

Par ailleurs, dans ces stages, il est constaté une population assez jeune (**49% de 18-25 ans**)

Enfin, notons que nous avons souhaité remodeler le stage de citoyenneté au cours de l'année 2023, de fait, un travail s'est engagé avec les intervenants et de nouveaux partenaires pour dégager des pistes de réflexions sur le stage, et avoir des intervenants plus en adéquation avec le contentieux traité.



# 8

## Les moments clefs de l'année 2023

### AUGMENTATION DU NOMBRE DE PROFESSIONNELS :

L'année 2023 a permis de transformer 2 CCD plein temps en CDI. Les professionnels qui occupaient les postes ont pu être recrutés suite à un jury, ce qui permet une continuité dans les prises en charge. De plus une première fois en avril puis une seconde en septembre, des CDD ont été recrutés pour étoffer l'équipe vis à vis du surcroît d'activité

L'augmentation du nombre de professionnels a aussi engendré une plus grande diversité des profils avec la présence d'une accompagnatrice sociale et d'une juriste. L'augmentation des professionnels a engendré aussi des travaux dans les locaux et ces derniers ont quitté un open space pour intégrer des locaux avec bureaux partagés. Une salle de réunion pour les stages et des box d'entretien ont aussi été créés

### CITOYENS ET JUSTICE : INSCRIPTION DANS LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CJ

Citoyen et justice a initié un travail avec plusieurs associations autour des fondamentaux du contrôle judiciaire via le partage de pratiques dans l'objectif de créer un mémento à l'attention des magistrats qui permettrait de valoriser la mesure. Plusieurs rencontres en visio ont permis d'avancer sur cette thématique toujours en cours en 2024.



### DYNAMIQUE PARTENARIALE

Des rencontres ont eu lieu avec les partenaires de santé afin de fluidifier les échanges notamment dans le cadre des obligations de soins ou dans une perspective réflexive sur les pratiques concernant des typologies d'infraction ( CRIAVS).

Le service s'est doté de nouveaux supports médiateurs dans les entretiens qui ont été utilisés en partenariat avec les psychologues. Un repérage des dispositifs sociaux favorise l'orientation et l'insertion socio professionnelle des mises en cause ( SIAO , transport solidaire..)

### STAGE CITOYENNETÉ

L'année 2023 a permis de modifier le contenu du stage pour satisfaire à l'objectif de responsabilisation de l'auteur et de conscientisation de la portée des actes délictuels au regard des valeurs de la république. De nouveaux intervenants vont intégrer les sessions à compter de 2024 ( juriste du CDAD, équipe de prévention).

# 9

## Perspectives 2024

### CONTROLE JUDICIAIRE RENFORCÉ

Le travail engagé a permis l'élaboration d'un projet et d'un mode opératoire .  
En 2024 le contole judiciaire renforcé va pouvoir etre expérimenté par chaque professionnel jusqu'à 20 mesures sur tout le service.

### FORMATION COLLECTIVES AU SERVICE

Une formation commune à tous les professionnels du service sera dispensée sur l'apprentissage de l'utilisation du génogramme. Cette expérience collective favorisera le partage de pratique et facilitera l'appropriation de l'outil.  
Les violences conjugales restent au coeur des questionnements professionnels et un travail d'équipe est prévu pour capitaliser les pratiques transposables d'un guide canadien " a coeur d'hommes"

### EXPÉRIMENTER LE STAGE CITOYENNETÉ

La nouvelle mouture du stage citoyenneté sera expérimentée sur les 5 sessions annuelles. Un bilan est prévu le 8 novembre 2024.

### DIMINUER LE DÉLAI DE PRISE EN CHARGE DANS LE CADRE DES STAGES VIOLENCES CONJUGALES

L'augmentation du nombre de saisines en ce qui concerne les stages de violences conjugales ainsi que les modalités mises en place en 2022 engendrent un délai important et une fatigue des professionnels sur cette mission. Avec l'objectif de diminuer le délai de prise en charge, nous avons étoffé l'effectif à 2 reprises en 2023, et nous allons de nouveau l'étoffer en 2024. Etant dépendant de l'activité des services judiciaires et de police, nous n'avons pas de certitude quant à l'évolution positive ou non du nombre de saisines pour l'année à venir, ce qui rends d'autant plus complexe la question RH.